

## Prochains rendez-vous

- mardi **13 juin 2006 de 10h à 18h**, une journée d'étude sera consacrée à la loi du 29 octobre 1975, relative au développement de l'éducation physique et du sport, dénommée "**loi Mazeaud**". Dans quel contexte a-t-elle été élaborée ? Quels enjeux éducatifs, nationaux, fédératifs étaient présents ? Comment a-t-elle évolué ? Ces questions et d'autres seront traitées en présence de Pierre Mazeaud qui était alors le secrétaire d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports auprès du ministre de la Qualité de la Vie. Il est actuellement président du Conseil constitutionnel. Cette journée aura lieu à l'**INSEP**. Le programme vous sera prochainement envoyé mais d'ores et déjà les inscriptions sont ouvertes.

- en **novembre 2006** (date fixée ultérieurement), un séminaire aura pour objet l'**histoire du DEFA** (Diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation) institué par le décret du 28 juin 1979, signé conjointement par le ministre de la Santé et de la Famille (Simone Veil) et le ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (Jean-Pierre Soisson). Nous verrons quelles furent les filiations avec le CAPASE (Certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives et à l'exercice des professions socio-éducatives) créé en 1970. Et nous nous interrogerons sur le rôle que l'interministérialité a joué dans la naissance et la gestion du nouveau diplôme.

- en **janvier 2007** (date fixée ultérieurement), le séminaire portera sur les origines de la **politique de plein air** de Jeunesse et Sports, et les personnels qui l'incarneront et la portent.

le Comité d'histoire

Séminaire du 6 avril 2006

### Inscription

Auprès de Anne Gaëlle Robic

par ☎ : 01 40 45 92 58

ou

par courriel :

[anne-gaelle.robic@jeunesse-sports.gouv.fr](mailto:anne-gaelle.robic@jeunesse-sports.gouv.fr)

(en précisant, svp, « séminaire AJEP »  
et en indiquant vos nom et prénom)

**Pour se rendre au ministère**

M° 14 météor, RER C

ou Bus 62, 89, 132, 325

Arrêt Bibliothèque François Mitterrand

(Attention : le ministère se trouve au niveau  
du carrefour avec la rue de Tolbiac, dans la  
partie de l'avenue de France encore en travaux)

**Ministère de la Jeunesse, des  
Sports et de la Vie Associative**

95, avenue de France

75013 Paris

Salle de réunion « Eric Tabarly »

1<sup>er</sup> étage, S-115

(pour les participants extérieurs  
au ministère, réception auprès de  
l'accueil, dans le hall d'entrée)

Conception : Christophe Meslin

## SÉMINAIRE

Comité d'histoire des ministères chargés de  
la jeunesse et des sports

**JEUDI 6 AVRIL 2006**

14h-18h

# Le corps méconnu des AJEP

Recrutés à partir de 1961, les ADJEP (assistants départementaux de jeunesse et d'éducation populaire), communément appelés AJEP, ne constituent pas alors véritablement un corps et leurs fonctions sont pour le moins imprécises. Il faut attendre trois ans pour qu'une circulaire (16 janvier 1964) tente de clarifier les missions qui leur sont attribuées : « ... il n'est pas possible d'énumérer de façon uniforme et exhaustive les tâches des assistants. Tout au plus peut-on en donner les limites : ils ne sont, ni des animateurs polyvalents comme il en existe dans les mouvements de jeunesse et les institutions d'éducation populaire, ni des conseillers techniques et pédagogiques spécialisés comme il en existe aux échelons académique et national. Ils ne constituent pas davantage un simple personnel administratif d'appoint.

En outre, les attributions des assistants d'éducation populaire et de jeunesse peuvent être groupées sous deux rubriques : administration et action éducative, étant bien entendu qu'elles doivent se compléter de façon constante. ».

Un trio complexe avec les instructeurs-CTP et les inspecteurs se met en place. Qui les AJEP vont-ils assister et quelle politique vont-ils servir ? Courroies de transmission, et peut-être parfois amortisseurs dans le fonctionnement de la mécanique administrative départementale, les AJEP incarnent et cristallisent les mutations d'une administration en expansion : créé en septembre 1958 et confié à Maurice Herzog, le haut-commissariat à la Jeunesse et aux Sports obtient de substantiels financements avec – notamment – la loi-programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif du 28 juillet 1961. D'une situation d'après-guerre où la faiblesse des financements était compensée par le militantisme et où les « vocations » étaient sans cesse invoquées, on passe à une structure ministérielle administrative plus gestionnaire (secrétariat d'Etat à partir du 11 juin 1963). Dans quelle mesure cette administration a-t-elle réellement « géré » son personnel, en particulier les auxiliaires et les contractuels ? La précarité et le flou des définitions furent-ils délibérés, ont-ils apporté souplesse, marge de manœuvre ou blocage à cette institution adolescente ?

Surnommés parfois par les CTP « les porteurs de valises des inspecteurs », les AJEP ont pu qualifier, en réponse, leurs collègues de « courants d'air ». ... Pourtant dans les années 1970 et par la suite, leurs intérêts devinrent communs quand il s'est agi de revendiquer un meilleur statut. Les luttes syndicales furent souvent conjointes et ont favorisé de fait le rapprochement entre AJEP et CTP. Néanmoins la perception identitaire du corps des AJEP a résisté sous l'effet d'un corporatisme inhérent à tout statut mal défini.

Que sont les AJEP devenus ?

### *Introduction*

par **Joël Balavoine**

Président du Comité d'histoire

### *L'arrivée des AJEP. D'où viennent-ils ? Que font-ils ? (1961-1971)*

par **Jean-Marie Mignon**

Conseiller technique et pédagogique supérieur ; secrétaire du Comité d'histoire

### *Affirmation et mutation du corps. Le rôle des syndicats. (1971-1985)*

par **Claude Morel**

AJEP à partir de 1971 ; délégué national en 1981, puis secrétaire national en 1983 du SNCTPEP (syndicat national des conseillers techniques et pédagogiques d'éducation populaire)

### *Réactions de deux témoins appartenant à des générations différentes :*

#### **Jacques Griffon**

AJEP de 1963 à 1985 dans l'Indre ; directeur du foyer de jeunes travailleurs de Châteauroux de 1968 à 1971 ; créateur et directeur de l'ODASE (office départemental d'animation socio-éducative) de 1971 à 1995

#### **Patrice Georges**

AJEP à partir de 1976 ; chargé d'éducation populaire et de jeunesse en 1985 ; conseiller d'éducation populaire et de jeunesse en 1990 ; conseiller technique et pédagogique supérieur depuis 2004